

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 10/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARDEA

48 route Nationale
B.P. 6
25220 ROCHE LEZ BEAUPRE

Références : UID257090/SPR/WG/BM 2022 - 1004B
Code AIOT : 0005900564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2022 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 ROCHE LEZ BEAUPRE. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil crise le 9 août 2022. En effet, la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre l'arrêté préfectoral n°25-2022-08-09-00001 du 9 août 2022 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau crise, sur l'ensemble du département du Doubs appartenant à la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 ROCHE LEZ BEAUPRE
- Code AIOT : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED

La société est spécialisée dans le conditionnement de produits destinées aux industriels mais surtout aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau souterraine : sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
3	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
4	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en capacité de réduire de 20% ses prélèvements et consommation d'eau. Néanmoins, il a proposé un certain nombre de mesures allant dans le sens de la réduction pour lesquelles il lui est demandé de préciser le délai de réalisation et les économies associées.

L'Inspection des installations classées a également évalué la nécessité de conduire une réflexion sur la gestion de l'eau dans l'établissement qui conduit à proposer un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la remise :

- d'un diagnostic des consommations et,
- d'une étude technico-économique de réduction comportant la définition d'actions de réduction pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique incluant une réflexion sur l'utilisation de l'eau pluviale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieur à 100 m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : Compte-tenu des données fournies par l'exploitant sur le site GEREP, le prélèvement d'eau de forage est supérieur sur les 3 dernières années au seuil de 7 000 m ³ /an. Toutefois, l'exploitant ne réalisait pas de relevé à la fréquence hebdomadaire (mais mensuelle) au moment de l'inspection. Depuis, la fréquence est respectée considérant la transmission des données effectuée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an : - réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire ; - priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Constats : La fabrication des produits ménagers nécessite la production d'eau déminéralisée. Sans cette eau l'exploitant ne peut plus produire. Aujourd'hui, cette eau est produite à partir d'eau de forage ou de ville. La réduction des prélèvements telle que demandée conduirait à diminuer dans la même proportion la production.</p> <p>L'Inspection convient que la réduction n'est pas techniquement possible mais relève que sur les dernières années la gestion des prélèvements et de la consommation ne font l'objet d'aucune démarche particulière de diminution.</p> <p>En réaction à l'inspection menée, l'exploitant a jeté les premières bases de mesures de réduction par courriel en date du 29/08/2022. Il s'agit des actions suivantes :</p> <p>" • <i> Limiter les eaux de rinçage :</i> ◦ <i> Investissement dans 2 buses de lavage pour le nettoyage des cuves de fabrication M11/M12</i> ◦ <i> Privilégier les rinçages au nettoyeur haute pression plutôt qu'à grande eau</i></p> <p>• <i> Formation et information à destination du personnel</i> ◦ <i> Un affichage et une formation seront mis en place sur site pour sensibiliser tout le personnel à la démarche de préservation de la ressource en eau.</i></p> <p>• <i> Débordement de la cuve incendie lié à la mise en défaut de la détection de remplissage.</i> ◦ <i> La détection a été doublée afin de garantir que la pompe de relevage se coupe lorsque la cuve est pleine.</i></p> <p>• <i> Mise hors gel du réseau incendie (4 mois en hiver) : l'eau prélevée dans le puit est réinjectée telle quelle dans le pluvial</i></p> <p>• <i> Installation de nouveaux compteurs pour suivre notre consommation d'eau de façon plus fine."</i></p> <p>=> L'exploitant fournira un échéancier de réalisation des mesures proposées et précisera les économies réalisées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : Le site ne répond à aucun des 3 critères énoncés pour être exempté des mesures de restriction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera à minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation. Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État.
Constats : Au regard des constats effectués, l'exploitant doit déposer une demande de dérogation. Celle-ci a été déposée le 25 août 2022. Depuis la parution de l'arrêté préfectoral n°25-2022-09-30-00003 relatif à la levée des restrictions provisoires des usages de l'eau sur l'ensemble du département du Doubs, la demande de dérogation est devenue sans objet. La situation de l'établissement vis-à-vis de l'enjeu eau mérite d'être investiguée de manière à tendre vers une utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne et de prendre, si possible des mesures spécifiques en fonction des niveaux de surveillance définis par l'arrêté cadre du 28 avril 2022. Ces investigations sont motivées par le fait que l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que son établissement est vertueux en matière de prélèvement et consommation d'eau. Néanmoins, l'exploitant a fait preuve de réactivité en proposant des mesures dans le cadre d'une approche réactive et pragmatique. Pour ce faire, l'Inspection des installations classées propose :

- d'octroyer la dérogation demandée ;
- d'accompagner l'exploitant dans sa démarche d'amélioration en imposant par arrêté complémentaire la remise :
 - d'un diagnostic des consommations d'eau ;
 - d'une étude technico économique de réduction de la consommation d'eau.

Ci-joint, un projet d'arrêté rédigé en ce sens et pour lequel l'exploitant a répondu par courriel en date du 3/10/2022 qu'il n'avait pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Arrêté n°

du

portant dérogation aux restrictions des usages de l'eau et prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau des installations exploitées par la société ARDEA située sur la commune de ROCHE-LEZ-BEAUPRE ;

**Le préfet du Doubs
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.511-1, R.181-45, L.211-3 et R.211-66 à 70

Vu le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean François COLOMBET, Préfet du Doubs ;

Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, administrateur général, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 1999 autorisant la société ALCOOL PETROLE CHIMIE à exploiter des installations de stockage et reconditionnement de produits chimiques et pétroliers la commune de ROCHE-LEZ-BEAUPRE ;

Vu l'arrêté cadre départemental n°25-2022-04-28-00001 du 28 avril 2022 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan ;

Vu l'arrêté n°25-2022-07-25-00001 du 25 juillet 2022 portant délégation de signature à Philippe PORTAL, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 août 2022 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau crise, sur la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2022 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau alerte renforcée, sur la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur ;

Vu les lettres en date des 30 avril et 9 décembre 2009 de la société ARDEA informant le préfet d'un changement de raison sociale de la société anciennement dénommée ALCOOL PETROLE CHIMIE ;

Vu la demande présentée par la société ARDEA sise 48 route nationale à ROCHE-LEZ-BEAUPRE afin de déroger aux restrictions provisoires de l'arrêté du 9 août 2022 ;

Vu le rapport du 4 octobre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 30 septembre 2022 ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 03 octobre 2022 ;

Considérant la nécessité de concilier au mieux les usages économiques de l'eau et la préservation de la vie et des milieux aquatiques ;

Considérant que l'usage industriel de l'eau fait par la société ARDEA sert à produire de l'eau déminéralisée ;

Considérant qu'au stade actuel des réflexions menées par la société ARDEA sur cet usage, il n'est techniquement pas possible de réduire les prélèvements et consommations d'eau dans des délais compatibles avec la gestion de la crise de la situation hydrologique ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'aux termes de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, l'autorisation fixe, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie ;

Considérant la fragilité des cours d'eau au regard de la situation du département du Doubs en tête de bassins et la sensibilité des milieux aquatiques et des populations piscicoles à la sécheresse ;

Considérant qu'en période de situation hydrologique critique ou de risque de pénurie d'eau, caractérisée par des débits d'étiage des cours d'eau ou niveau de nappes d'une même zone d'alerte au sens de l'arrêté cadre, les niveaux de prélèvements industriels doivent prendre en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau ;

Considérant que l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine est issue de prélèvements dans le milieu naturel (eaux souterraines ou superficielles), et qu'il convient de préserver cette ressource prioritaire en période de situation hydrologique critique ;

Considérant que les quantités prélevées dans les eaux souterraines pour l'usage industriel du site représentent environ 25 000 m³ par an ;

Considérant que suite à l'inspection conduite le 19 août 2022, la société ARDEA a fait part de sa volonté de mener des actions de réduction sur sa consommation d'eau ;

Considérant que les échanges sur la demande de dérogation présentée par la société ARDEA lors de la cellule sécheresse qui s'est tenue le 1^{er} septembre 2022, notamment ceux portant sur l'utilisation de l'eau de pluie ;

Considérant que dans ces conditions, il est nécessaire de prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire un diagnostic qui permettra d'identifier les consommations du site et les pistes d'améliorations réalisables dans un échéancier établi ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} -

La société ARDEA, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions définies au présent arrêté pour les installations qu'elle exploite 48 route nationale à ROCHE-LEZ-BEAUPRE.

2.1 : Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...).

Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Le diagnostic doit permettre de déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un

réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;

- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- la possibilité d'avoir recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

L'analyse effectuée doit permettre la mise en place :

- des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par utilisation de l'eau de pluie, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;
- des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée ;
- doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique ;
- ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique ;

Ce diagnostic est réalisé avant le 31 janvier 2023, et transmis à l'Inspection des installations classées.

Article 2 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ARDEA.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de ROCHE-LEZ-BEAUPRE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi que :

- au chef du service de l'UiD-DREAL 25/70/90 ;
- au directeur départemental des territoires ;
- au directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le préfet